Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

FranceAgriMer

cerfa

N°15324*01

DEMANDE D'INSCRIPTION DES CABINETS

POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES INVESTISSEMENTS IMMATERIELS DES ENTREPRISES DE COMMERCIALISATION ET DE TRANSFORMATION DE PRODUITS DE LA PECHE

Décision de FranceAgriMer INTV/SANAEI/2015-35 du 03/07/2015

Avant de remplir ce formulaire, veuillez vous reporter à la notice explicative N° Cerfa 51974

Veuillez envoyer votre formulaire à l'entreprise de commercialisation et de transformation de produits de la pêche sollicitant l'aide aux investissements immatériels

IDENTIFICATION DU CABINET

N° SIRET : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Nom du cabinet conseil : _____

Adresse : _____

Code postal : |__|__|__|__|__| Commune : _____

Nom du dirigeant : _____

Coordonnées du site internet présentant l'entreprise : _____

COORDONNEES DE LA PERSONNE A CONTACTER

Nom: _____ Prénom : _____

Fonction : _____

☎ : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__| *Fixe*

: |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__| *Mobile*

Mél : _____

CARACTERISTIQUES DU CABINET CONSEIL

	Exercice N-3	Exercice N-2	Exercice N-1
CA HT secteur des IAA			
CA HT autres secteurs			
CA HT Formation			
Nombre de consultants salariés			
Nombre de consultants non salariés			

LISTES DES DOCUMENTS OBLIGATOIRES A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'INSCRIPTION DU CABINET

Je joins à la présente demande les pièces justificatives dont je coche la case correspondante ci-dessous.

Pièces	Pièce jointe
Formulaire de demande d'inscription complété et signé	☐
Présentation sur papier libre : - des programmes que le cabinet souhaite accompagner seul ou avec des cabinets extérieurs, - des expériences des consultants du cabinet et des éventuels cabinets extérieurs dans l'agroalimentaire, selon le modèle de présentation en **annexe 4 de la notice explicative Cerfa N°51974**	☐
Une **plaquette de présentation** du cabinet conseil	☐
Le ***curriculum vitae*** de chaque consultant	☐

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (nom et prénom) : _____

- **Déclare sur l'honneur :**
  - que mon entreprise ne se trouve pas en procédure collective (procédure de sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire) sauf si un plan a été arrêté par le tribunal dans le cadre d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire,
  - que le cabinet est en situation de régularité au regard de ses obligations fiscales et sociales,
  - ne pas avoir de liens capitalistiques ou fonctionnels avec l'entreprise bénéficiaire.

A _____ , le ……../……../……..

Nom du responsable légal de l'entreprise : _____

Signature du responsable légal et cachet de l'entreprise :